

L'écroulement du modèle néo-libéral

Michel Husson, *Tlalticpac* n°4, février 1995

La crise du peso est bien plus qu'un accident de parcours monétaire. Elle marque l'éclatement d'un modèle néo-libéral caractérisé non seulement par ses effets sociaux régressifs, mais aussi, tout simplement, par son incohérence économique.

Les tensions monétaires accumulées avaient conduit à une première mini-dévaluation du peso courant 1994, mais aussi à un recul rapide des réserves de la Banque du Mexique. Celles-ci représentaient 24 milliards de dollars à la fin 1993. Elles étaient tombées à 14 milliards de dollars au début de décembre 1994. Les autorités ont alors décidé de laisser fluctuer le peso et le système a alors éclaté. Alors qu'un dollar valait 3,44 pesos au début du mois, le taux de change a bondi à 6 pesos avant de redescendre un peu, autour de 5 pesos. En un mois, le change réel a ainsi retrouvé grosso modo son niveau de décembre 1987.

C'est à ce moment qu'avait été enclenchée une politique de monnaie forte fixant le dollar à un cours avoisinant les 3000 pesos (un nouveau peso égal à mille anciens pesos a été institué depuis lors). Cet arrimage du peso au dollar a permis de casser le cercle vicieux dévaluation-inflation, qui avait commencé à dérapier, avec 160 % d'inflation en 1987. De ce point de vue, cette politique a représenté une réussite, puisque l'inflation a décéléré, pour passer en-dessous des 10 % en 1994. Mais comme cette inflation était malgré tout plus rapide qu'aux Etats-Unis, et que le cours du peso n'était que très légèrement ajusté, ces six années ont été marquées par un mouvement de surévaluation du peso vis-à-vis du dollar, de l'ordre de 60 %.

Le second avantage de cette politique a été de réduire le poids de la dette, à commencer par le poids de la dette publique intérieure. A cause de l'inflation et de l'augmentation du taux d'intérêt nominal, les intérêts payés par l'Etat à ses débiteurs internes s'étaient extraordinairement gonflés, jusqu'à représenter 17 % du PIB ! La baisse de l'inflation a permis de ramener cette ponction à 3 ou 4 %. La surévaluation de fait du peso conduit aussi à réduire le poids de la dette extérieure, libellée en dollars.

Mais ces avantages ont été progressivement contre-balancés par le deuxième principal volet de la politique néo-libérale menée à partir du milieu des années quatre-vingt à savoir l'ouverture commerciale. On retrouve ici, d'une certaine manière, l'héritage de la dette accumulée en quelques années pendant le boom pétrolier, qui avait débouché sur une très profonde crise financière en 1982. Le point décisif est ici le choix consistant à payer la dette et à jouer la carte d'une relation privilégiée avec les Etats-Unis. C'est pourquoi le Mexique n'a jamais participé à aucun des fronts communs de débiteurs latino-américains que Fidel Castro puis Alan Garcia ont cherché à mettre sur pied.

Comment alors rembourser la dette tout en maintenant un minimum de croissance ? Il y a bien sûr le pétrole, mais avec des ressources limitées qui couvrent en gros le paiement des intérêts. La seule solution, c'est le développement des exportations industrielles vers les Etats-Unis. Voilà pourquoi est pris un tournant résolu vers la priorité à

l'exportation, et cela dès la moitié des années quatre-vingt. Le Mexique adhère au Gatt en 1986 et commence à libéraliser son commerce extérieur, ainsi que l'investissement international. Il serait sur ce point tout à fait faux de considérer le traité signé avec les Etats-Unis et le Canada (Alena) et entré en vigueur le 1er janvier 1994 comme le début d'une nouvelle phase : c'est plutôt le point d'orgue d'une politique menée depuis plusieurs années.

On dispose donc d'un recul suffisant pour tirer un premier bilan de ce type d'expérience. Le principal mécanisme qui a conduit à la crise actuelle est simple à comprendre : les exportations industrielles du Mexique se sont effectivement développées de manière spectaculaire, mais les importations ont quant à elles littéralement explosé, notamment en raison de la surévaluation du peso. Les recettes pétrolières couvrant bon an mal an les paiements d'intérêt, cet écart grandissant a fait rapidement apparaître des déficits extravagants. On était ainsi arrivé sur l'année 1994 à un déficit des échanges courants de 28 milliards de dollars, représentant environ 7,5 % du PIB.

Ce déficit, en gros prévisible, s'augmentait par la constitution de réserves nécessaires à rassurer les capitaux internationaux sur le taux de change. Comment alors le gouvernement avait-il envisagé de le combler ? D'abord par l'endettement. Certes, le plan Brady de 1990 a permis de réduire et stabiliser la charge de la dette publique, mais la dette globale a recommencé à augmenter sur les dernières années. Elle s'élève à 131 milliards de dollars à la fin de 1993, contre 100 milliards en 1988. C'est au secteur privé et aux banques qu'il faut imputer l'intégralité de cette hausse : leur dette représente aujourd'hui 47 milliards de dollars et a pris dorénavant le relais de celle de l'Etat.

Le second instrument de financement était l'afflux de capitaux étrangers attirés par les privatisations, par une Bourse offrant des taux d'intérêt alléchants, et par la possibilité de délocaliser des industries dans un pays à la main d'oeuvre bon marché. Tout cela a fonctionné jusqu'à un certain point, mais deux grandes leçons doivent être tirées de la crise actuelle. D'une part, ces capitaux sont en grande partie spéculatifs, instables et volatils et ne peuvent représenter une source de financement stable. Il y a par ailleurs des limites étroites à l'arrivée de vrais capitaux productifs, et l'Alena n'a pas suffi à doper les délocalisations au Sud du Rio Grande : au moment où certains cherchent à faire porter la responsabilité du chômage en Europe sur les pays à bas salaires, cet exemple devrait être médité. Même la bonne conjoncture aux Etats-Unis n'a pas donné le coup de fouet attendu.

Le politique et l'économique sont toujours étroitement mêlés, et c'est particulièrement vrai dans le cas du Mexique. L'insurrection zapatiste, la crise violente au sein du PRI ont bien entendu pesé sur le climat des affaires et miné la confiance nécessaire à l'arrivée de capitaux. Mais il serait parfaitement erroné de faire de ces facteurs des causes extérieures au modèle, pour ainsi dire accidentelles. Fondamentalement la signification de cette crise, c'est que, même d'un point de vue strictement économique, la viabilité du modèle néo-libéral est très réduite à moyen terme. Tout observateur sérieux, comme l'économiste américain Dornbusch, pouvait en arriver assez facilement à la conclusion que le peso devrait être un jour ou l'autre dévalué.

Cette dévaluation, cependant, ne résout rien, car la racine des déséquilibres proviennent de la dissymétrie qui existe entre un pays dépendant comme le Mexique et des partenaires comme les Etats-Unis : la mise en concurrence directe écartèle les deux ensembles économiques, et débouche presque arithmétiquement sur une crise terrible du commerce extérieur. Ce que le Mexique réussit à vendre augmente moins vite que ce qu'il achète.

Les facteurs de crise économique et financière sont évidemment renforcés par les calamités sociales associées au libre-échangeisme. Celui-ci induit en effet une polarisation sociale accrue et une redistribution de la richesse extraordinairement concentrée qui débouche sur une crise sociale (le Chiapas) mais aussi sur une crise politique (les règlements de compte au sein du PRI). Ce modèle s'écroule, et pour longtemps, car il n'existe pas de solution de rechange, ni économique, ni politique. Bien entendu, c'est à une austérité aggravée que reviendra la charge d'un ajustement qui sera massif, à la mesure des fuites de capitaux qui ne font que commencer et que rien dans l'arsenal libéral ne peut empêcher : ni la goutte à goutte des Etats-Unis et du FMI, ni le doublement des taux d'intérêt. Cette véritable saignée néo-libérale va donc bouleverser de fond en comble le paysage social et politique mexicain et offrir au monde entier une dramatique leçon de choses sur les vertus du néo-libéralisme que le Mexique applique scrupuleusement depuis dix ans.

Elle met à l'ordre du jour au Mexique un programme populaire radical fondé sur le refus de payer une nouvelle fois la facture d'une politique démente qui n'a bénéficié qu'aux couches privilégiées, aux *sacadolares* qui mettent aujourd'hui leurs capitaux à l'abri, aux Etats-Unis.